KONINKRIJK BELGIE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

XX 2021 - Ministerieel besluit tot vervanging van de bijlage 2 bij het ministerieel besluit van 14 januari 2020 tot vaststelling van het model van de schriftelijke verklaring waarbij de kandidaten zich, voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ertoe verbinden hun verkiezingsuitgaven aan te geven, de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken, aan te geven, en de identiteit van de natuurlijke personen die hen giften gedaan hebben van minstens 125 euro, alsook de identiteit van de ondernemingen, de feitelijke verenigingen en de rechtspersonen die gesponsord hebben voor minstens 125 euro, te registreren, en tot vaststelling van de modellen van de verklaring waarin de door de kandidaten gedane uitgaven voor verkiezingspropaganda vastgelegd worden, en van de verklaring inzake de herkomst van de geldmiddelen die de kandidaten gebruikt hebben om die uitgaven te dekken.

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing,

Gelet op het Kieswetboek, artikel 116, §6 ;

Gelet op de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de financiering en de open

ROYAUME DE BELGIQUE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

XX 2021 — Arrêté ministériel remplaçant l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2020 déterminant le modèle de la déclaration écrite par laquelle les candidats s'engagent, pour l'élection de la Chambre des représentants, à déclarer leurs dépenses électorales, à déclarer l'origine des fonds qu'ils utilisent pour couvrir ces dépenses et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui leur ont fait des dons de 125 euros et plus ainsi que l'identité des entreprises, des associations de fait et des personnes morales qui leur ont fait des sponsorings de 125 euros et plus, et fixant les modèles de la déclaration consignant les dépenses consenties par les candidats à des fins de propagande électorale ainsi que de la déclaration d'origine des fonds utilisés par les candidats pour couvrir ces dépenses.

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique,

Vu le Code électoral, article 116, §6 ;

Vu la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des

boekhouding van de politieke partijen, zoals laatst gewijzigd door de wet van 16 december 2020, inzonderheid op artikel 6;

partis politiques, telle qu'elle a été modifiée en dernier lieu par la loi du 16 décembre 2020, notamment l'article 6 ;

Gelet op het voorstel van 11 mei 2021 van de werkgroep "Politieke partijen", opgericht binnen de "Controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de boekhouding van de politieke partijen" van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, betreffende een vereenvoudiging van het model van aangifteformulier voor verkiezingsuitgaven;

Considérant la proposition datée du 11 mai 2021 du groupe de travail « Partis politiques », institué au sein de la commission « Contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques » de la Chambre des représentants, quant à une simplification du modèle de formulaire de déclaration des dépenses électorales ;

Gelet op het advies nr. ... van de Raad van State, gegeven op ..., in toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Vu l'avis n° ... du Conseil d'Etat, donné le ... en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

BESLUIT:

ARRETE :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 14 december 2020 tot vaststelling van het model van de schriftelijke verklaring waarbij de kandidaten zich, voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ertoe verbinden hun verkiezingsuitgaven aan te geven, de herkomst van de geldmiddelen die zij gebruiken om die uitgaven te dekken, aan te geven, en de identiteit van de natuurlijke personen die hen giften gedaan hebben van minstens 125 euro, alsook de identiteit van de ondernemingen, de feitelijke verenigingen en de rechtspersonen die gesponsord hebben voor minstens 125 euro, te registreren, en tot vaststelling van de modellen van de verklaring waarin de door de kandidaten gedane uitgaven voor verkiezingspropaganda vastgelegd worden, en van de verklaring inzake de herkomst van de geldmiddelen die de kandidaten gebruikt hebben om die uitgaven te dekken, wordt de bijlage 2 tot vaststelling van het model van formulier, betreffende

Article 1er. Dans l'arrêté ministériel du 14 décembre 2020 déterminant le modèle de la déclaration écrite par laquelle les candidats s'engagent, pour l'élection de la Chambre des représentants, à déclarer leurs dépenses électorales, à déclarer l'origine des fonds qu'ils utilisent pour couvrir ces dépenses et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui leur ont fait des dons de 125 euros et plus ainsi que l'identité des entreprises, des associations de fait et des personnes morales qui leur ont fait des sponsorings de 125 euros et plus, et fixant les modèles de la déclaration consignant les dépenses consenties par les candidats à des fins de propagande électorale ainsi que de la déclaration d'origine des fonds utilisés par les candidats pour couvrir ces dépenses, l'annexe 2 établissant le modèle de formulaire, relatif aux déclarations consignant les dépenses électorales engagées par les candidats à des fins de propagande électorale et l'origine des fonds utilisés par les candidats pour

de verklaringen waarin de door de kandidaten gedane verkiezingsuitgaven voor verkiezingspropaganda vastgelegd worden, alsook de herkomst van de geldmiddelen die de kandidaten gebruikt hebben om die uitgaven te dekken, vervangen door het model dat is opgenomen in de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Brussel, ...

couvrir ces dépenses, est remplacée par le modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté ministériel entre en vigueur à la date de publication au Moniteur Belge.

Bruxelles, le ...

Annelies VERLINDEN

ANNEXE

ÉLECTION DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS

EN DATE DU ...[1]

FORMULAIRE DE DÉCLARATION : CANDIDATS INDIVIDUELS

⚠ Vous êtes tenu, même lorsque vous n'avez effectué aucune dépense électorale, d'introduire ce formulaire de déclaration, complété, daté et signé, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date de l'élection, auprès du président du bureau principal de la circonscription électorale. Vous vous verrez alors remettre ou envoyer un récépissé. L'omission d'introduire cette déclaration constitue une infraction passible de poursuites et des peines suivantes : emprisonnement de huit jours à un mois et/ou amende de cinquante à cinq cents euros.

- Loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour l'élection de la Chambre des représentants, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

.....

Circonscription électorale : .....

Liste et numéro de liste : .....

Place sur la liste : .....

A. DÉPENSES ÉLECTORALES

1. Si vous n'avez effectué aucune dépense électorale [2]

Par la présente, je déclare n'avoir effectué aucune dépense électorale que ce soit pour mon compte propre ou pour celui du parti.

Date : .....

Signature : .....

2. Si vous avez effectué des dépenses électorales [3] [4]

Le montant maximum qui vous est applicable [5] : .....

Veuillez compléter les rubriques ci-dessous ainsi que celles sous B et éventuellement celles sous C.

---

[1] Mentionner la date de l'élection.

[2] Si vous n'avez pas effectué la moindre dépense de propagande électorale, cette rubrique est la seule que vous devez compléter.

[3] Vous devez conserver, pendant les deux ans qui suivent la date des élections, les pièces justificatives relatives aux dépenses électorales (factures, etc.) et à l'origine des fonds que vous y avez consacrés.

[4] La campagne doit être menée dans le respect de la loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

[5] Si vous avez été désigné par votre parti comme le candidat supplémentaire qui, conformément à l'article 2 de la loi précitée du 4 juillet 1989, peut dépenser le montant maximum majoré, vous êtes tenu de joindre en annexe à la présente déclaration un document attestant que tel est le cas.

Instrument de campagne		Dépenses pour la campagne commune	
	Dépenses pour la campagne personnelle individuelle	Part personnelle dans la campagne commune[6]	Coût total de la campagne commune
1. Publicités dans les médias traditionnels			
2. Frais de production de matériel audiovisuel			
3. Imprimés électoraux			
4. Frais d'envoi et de distribution de propagande électorale			
a. Envoi par courrier postal			
b. Autre type de distribution			
5. Campagne numérique			
a. Production de site ou de page internet			
b. Publicités sur les sites internet de tiers			
c. Publicités sur les réseaux sociaux (FB, Instagram, Tik Tok,...)			
d. Autres (à préciser[7]), par exemple, courriel, sms, WhatsApp, boost de publication, logiciel d'analyse,...			
6. Manifestations électorales			
7. Divers (à préciser[8])			
SOUS-TOTAUX			
MONTANT TOTAL des sous-totaux			

[6] Lorsque vous vous associez à d'autres candidats de votre liste pour mener une campagne électorale commune, vous devez déterminer préalablement et par écrit la part que chacun d'entre vous va déclarer. Vous joindrez une copie de cet accord en annexe à votre déclaration.

[7] Lorsqu'on vous demande des précisions, veuillez les communiquer sur une feuille annexe. Chaque annexe doit être numérotée, datée et paraphée.

[8] Voir la note en bas de page nº 7.

B. RÉPARTITION DES DÉPENSES ÉLECTORALES EN FONCTION DE L'ORIGINE DES FONDS SERVANT À FINANCER LA CAMPAGNE

Rubrique			Montants
1.	Fonds en provenance du patrimoine propre du candidat :		
2.	Dons en espèces de personnes physiques :	a. dons à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par donateur [9] :	
		b. dons à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par donateur :	
3.	Contre-valeur de dons en nature de personnes physiques :	a. contre-valeur à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par donateur [10] :	
		b. contre-valeur à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par donateur :	
4.	Contre-valeur de prestations ou services de personnes physiques assimilés à des dons :	a. contre-valeur à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par donateur [11] :	
		b. contre-valeur à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par donateur :	
5.	Intervention financière du parti politique ou de la liste au nom de laquelle le candidat est présenté en ladite qualité pour représenter ledit parti ou ladite liste, ou d'autres candidats dudit parti ou de ladite liste dans le cadre d'une campagne électorale commune :		
6.	Contre-valeur de dons en nature du parti politique ou de la liste au nom de laquelle le candidat est présenté en ladite qualité pour représenter ledit parti ou ladite liste, ou d'autres candidats dudit parti ou de ladite liste dans le cadre d'une campagne électorale commune :		

---

9 **Vous êtes tenu d'enregistrer l'identité du donateur ainsi que le montant reçu de lui et de transmettre ces renseignements, dans les quarante-cinq jours qui suivent la date de l'élection, au moyen du formulaire en annexe, directement, à la Commission fédérale de contrôle des dépenses électorales et de la comptabilité des partis politiques (Chambre des représentants, Secrétariat de la Commission de contrôle des dépenses électorales, Place de la Nation, 2, 1008 Bruxelles). Étant donné leur caractère strictement confidentiel, ces données ne peuvent pas être communiquées au président du bureau principal de la circonscription électorale et ne peuvent par conséquent pas être consultées par les électeurs.**

10 Voir la note en bas de page nº 9.

11 Voir la note en bas de page nº 9.

7.	Contre-valeur de prestations ou services assimilés à des dons du parti politique ou de la liste au nom de laquelle le candidat est présenté en cette qualité pour représenter ledit parti ou ladite liste, ou d'autres candidats dudit parti ou de ladite liste dans le cadre d'une campagne électorale commune :	
8.	Sponsorings en espèces par des entreprises, des associations de fait et des personnes morales :	
	a. sponsorings à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par sponsor:	
	b. sponsorings à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par sponsor:	
9.	Contre-valeur de sponsorings en produits en échange de publicité par des entreprises, des associations de fait et des personnes morales :	
	a. contre-valeur à enregistrer d'un montant de 125 euros ou plus par sponsor :	
	b. contre-valeur à ne pas enregistrer d'un montant de moins de 125 euros par sponsor :	
10.	Divers (à préciser [12]) :	
	MONTANT TOTAL :	

C. DIVERS [13]

1. Figure de proue [14]

Par la présente, je confirme que mon parti m'a désigné comme figure de proue conformément à l'article 2, § 1er, dernier alinéa, de la loi précitée du 4 juillet 1989. La pièce justificative fournie par le parti figure en annexe.

2. Soutien de la campagne électorale individuelle par le parti (la règle dite des 25 pour cent – 10 pour cent) [15]

Conformément à l'article 2, § 1er, avant-dernier alinéa, de la loi précitée du 4 juillet 1989, le parti peut transférer à ses candidats 25 pour cent du montant maximum de 1 million d'euros qu'il peut consacrer aux dépenses électorales. Sur ces 25 pour cent, un parti ne peut attribuer que 10 pour cent maximum à un candidat. Ce dernier peut affecter ce montant, comme bon lui semble, à sa campagne électorale individuelle. Le candidat ne doit pas mentionner ce montant dans sa propre déclaration de dépenses électorales. C'est au parti qu'il appartient de le faire. Toutefois, le candidat concerné est tenu de mentionner, pour mémoire, les dépenses en question dans sa déclaration.

Par la présente, je confirme pour mémoire que mon parti m'a octroyé, dans les limites fixées par l'article 2, § 1er, avant-dernier alinéa, de la loi précitée du 4 juillet 1989, un montant de ..... afin de financer ma campagne électorale individuelle.

---

[12] Voir la note en bas de page n° 7.

[13] Les deux rubriques qui suivent ne concernent qu'un nombre restreint de candidats. Si elles ne vous concernent pas, veuillez les barrer.

[14] Ces informations seront aussi demandées à votre parti.

[15] Ces informations seront aussi demandées à votre parti.

Nombre d'annexes (chaque annexe doit être numérotée, datée et paraphée) :

Date et signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du ….,

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles

et du Renouveau démocratique,

Annelies Verlinden

BIJLAGE

VERKIEZING VAN DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

OP DATUM VAN ...[1]

AANGIFTEFORMULIER : INDIVIDUELE KANDIDATEN

⚠ Dit aangifteformulier moet, ingevuld, gedateerd en ondertekend, ingediend worden, ook als u geen verkiezingsuitgaven verricht hebt, binnen de vijfenveertig dagen na de datum van de verkiezing, bij de voorzitter van het kieskringhoofdbureau. Er zal u een ontvangstbewijs overhandigd/opgestuurd worden. Het niet-indienen van deze aangifte vormt een inbreuk waarvoor u vervolgd kan worden en de volgende straffen kan krijgen: gevangenisstraf van 8 dagen tot één maand en/of geldboete van vijftig tot vijfhonderd euro.

- Wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

.....

Kieskring/Kiescollege : .....

Lijst en lijstnummer : .....

Plaats op de lijst : .....

A. VERKIEZINGSUITGAVEN

1. Indien u geen verkiezingsuitgaven heeft verricht[2]

Hierbij verklaar ik noch zelf noch voor rekening van de partij verkiezingsuitgaven te hebben verricht.

Datum: .....

Handtekening: .....

2. Indien u wel verkiezingsuitgaven heeft verricht [3] [4]

Het voor u geldende maximumbedrag[5]: .....

Gelieve zowel de hieronder vermelde rubrieken als die onder de letter B en eventueel onder C in te vullen.

---

[1] De datum van de verkiezingen vermelden.

[2] Als u geen uitgaven voor verkiezingspropaganda verricht hebt, moet u enkel deze rubriek invullen.

[3] U dient de stavingsstukken betreffende uw verkiezingsuitgaven (facturen, enz.) en de herkomst van de geldmiddelen die u daaraan heeft besteed, gedurende twee jaar na de verkiezingen te bewaren.

[4] De campagne dient te worden gevoerd met inachtneming van de wet betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens.

[5] Indien u door uw politieke partij als de bijkomende kandidaat bent aangewezen, die overeenkomstig artikel 2 van de voormelde wet van 4 juli 1989, het verhoogde maximumbedrag mag uitgeven, dient u deze schriftelijke aanwijzing als bijlage bij deze aangifte bij te voegen.

Campagnemiddel		Uitgaven voor de gemeenschappelijke campagne	
	Uitgaven voor de individuele persoonlijke campagne	Persoonlijk aandeel in de gemeenschappelijke campagne[6]	Totale kostprijs van de gemeenschappelijke campagne
1. Advertenties in traditionele media			
2. Productiekost audiovisueel materiaal			
3. Verkiezingsdrukwerk			
4. Verzendings- en distributiekosten voor verkiezingspropaganda			
a. Verzending via de post			
b. Bedeling op andere manier			
5. Digitale campagne			
a. Productie website of webpagina			
b. Advertenties op website van derden			
c. Advertenties op soc media (FB, Instagram, Tik Tok,...)			
d. Andere (te preciseren[7]) bv. Email, sms, WhatsApp, page booster, analysesoftware,...			
6. Verkiezingsmanifestaties			
7. Varia (te preciseren[8])			
SUBTOTALEN			
TOTAALBEDRAG van de subtotalen			

[6] Wanneer u samen met andere kandidaten van uw lijst een gemeenschappelijke verkiezingscampagne voert, dient u met hen vooraf schriftelijk te bepalen welk gedeelte ieder van u zal aangeven. U dient een kopie van deze overeenkomst bij uw aangifte bij te voegen.

[7] Wanneer u gevraagd wordt iets te preciseren, gelieve dat dan op een bijlage te doen. Elke bijlage dient te worden genummerd, gedateerd en geparafeerd.

[8] Zie voetnoot 7.

B. OPSPLITSING VAN DE VERKIEZINGSUITGAVEN VOLGENS DE HERKOMST VAN DE GELDMIDDELEN WAARMEE ZE ZIJN GEFINANCIERD

Rubriek			Bedragen
1.	Geldmiddelen afkomstig van het eigen patrimonium van de kandidaat:		
2.	Giften in geld van natuurlijke personen:	a. te registreren giften ten belope van 125 euro of meer per schenker[9]:	
		b. niet te registreren giften ten belope van minder dan 125 euro per schenker:	
3.	Tegenwaarde van giften in natura van natuurlijke personen:	a. te registreren tegenwaarde ten belope van 125 euro of meer per schenker[10]:	
		b. niet te registreren tegenwaarde ten belope van minder dan 125 euro per schenker:	
4.	Tegenwaarde van met giften gelijkgestelde prestaties of diensten van natuurlijke personen:	a. te registreren tegenwaarde ten belope van 125 euro of meer per schenker[11]:	
		b. niet te registreren tegenwaarde ten belope van minder dan 125 euro per schenker:	
5.	Financiële tegemoetkoming van de politieke partij of de lijst in naam waarvan de kandidaat opkomt in die hoedanigheid om die partij of lijst te vertegenwoordigen, of van andere kandidaten van die partij of lijst in het kader van een gemeenschappelijke campagne:		
6.	Tegenwaarde van giften in natura van de politieke partij of de lijst		

[9] **U dient de identiteit van de schenker en het van hem ontvangen bedrag te registreren en binnen vijfenveertig dagen na de verkiezing op het bijgevoegde formulier rechtstreeks aan te geven bij de federale Controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven en de boekhouding van de politieke partijen (Kamer van Volksvertegenwoordigers, Secretariaat van de Controlecommissie verkiezingsuitgaven, Natieplein 2, 1008 Brussel). Aangezien deze gegevens strikt vertrouwelijk zijn, mogen ze dus niet worden meegedeeld aan de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring en mogen ze evenmin worden geraadpleegd door de kiezers.**

[10] Zie voetnoot 9.

[11] Zie voetnoot 9.

	in naam waarvan de kandidaat opkomt in die hoedanigheid om die partij of lijst te vertegenwoordigen, of van andere kandidaten van die partij of lijst in het kader van een gemeenschappelijke campagne:	
7.	Tegenwaarde van met giften gelijkgestelde prestaties of diensten van de politieke partij of de lijst in naam waarvan de kandidaat opkomt in die hoedanigheid om die partij of lijst te vertegenwoordigen, of van andere kandidaten van die partij of lijst in het kader van een gemeenschappelijke campagne:	
8.	Geldsponsoring door ondernemingen, feitelijke verenigingen en rechtspersonen:	
	a. Sponsoring van een bedrag van 125 euro of meer, die geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:	
	b. Sponsoring van een bedrag van minder dan 125 euro, die niet geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:	
9.	Tegenwaarde van productsponsoring in ruil voor publiciteit door ondernemingen, feitelijke verenigingen en rechtspersonen:	
	a. Tegenwaarde van een bedrag van 125 euro of meer, die geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:	
	b. Tegenwaarde van een bedrag van minder dan 125 euro, die niet geregistreerd moet worden, afkomstig van sponsor:	
10.	Andere (te preciseren[12]):	
	TOTAALBEDRAG:	

C. VARIA[13]

1. Boegbeeld[14]

Hierbij bevestig ik dat mijn partij mij als boegbeeld heeft aangewezen overeenkomstig artikel 2, §1, laatste lid, van de voormelde wet van 4 juli 1989. Als bijlage gaat het stavingsstuk uitgaande van de partij.

2. Ondersteuning van de individuele verkiezingscampagne door de partij (de zogenaamde 25 procent – 10 procent-regeling)[15]

Overeenkomstig artikel 2, §1, voorlaatste lid, van de voormelde wet van 4 juli 1989, kan de partij 25 procent van het maximumbedrag van 1 miljoen euro dat zij aan verkiezingsuitgaven mag spenderen, aan haar kandidaten toewijzen. Van die 25 procent mag zij vervolgens maximaal slechts 10 procent aan een enkele kandidaat toewijzen. Deze laatste mag dit bedrag dan naar eigen goeddunken spenderen aan zijn/haar individuele verkiezingscampagne. Hij/zij hoeft dit bedrag niet in zijn/haar eigen verkiezingsaangifte op te geven. Dat dient de partij te doen. Wel dient de betrokken kandidaat *pro memorie* de betrokken uitgaven in zijn/haar aangifte mee te delen.

---

12 Zie voetnoot 7.

13 De twee volgende rubrieken betreffen slechts een gering aantal kandidaten. Indien ze op u niet van toepassing zijn, gelieve ze dan te willen doorhalen.

14 Deze informatie zal ook aan uw partij worden gevraagd.

15 Deze informatie zal ook aan uw partij worden gevraagd.

Hierbij bevestig ik *pro memorie* dat mijn partij mij, binnen de door artikel 2, §1, voorlaatste lid, van de voormelde wet van 4 juli 1989, bepaalde grenzen, een bedrag van ……., heeft toegekend om er mijn individuele verkiezingscampagne mee te financieren.

Aantal bijlagen (iedere bijlage dient genummerd, gedateerd en geparafeerd te worden):

Datum en handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van …,

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen

en Democratische Vernieuwing,

Annelies Verlinden